

EDITORIAL

Au moment où *Africa* aborde son deuxième demi-siècle, il nous semble opportun de jeter un regard sur la place à laquelle nous sommes parvenus dans le domaine des études africaines, et d'énoncer les principes qui vont guider notre politique rédactionnelle au cours des prochaines années. *Africa* ne fut pas la première revue consacrée à l'étude de l'Afrique—elle fut, notamment, précédée par les revues de la Société des Africanistes et de la Royal African Society—mais elle innova dans la mesure où elle serra de plus près le sujet de son étude. En effet, non seulement les cultures et les langues de l'Afrique devaient-elles être étudiées pour leur intérêt scientifique, mais cette étude devait être liée à l'évolution des besoins des sociétés africaines; et les voix des africains eux-mêmes devaient se joindre aux débats. Comme on était en 1928, ce projet reposait sur l'hypothèse que le cadre colonial était appelé à durer encore, pendant une période indéterminée, et qu'il était possible de concilier les besoins de l'Afrique avec les intérêts de l'Empire.

Donc, pendant les vingt premières années de son existence, la charte mythique d'*Africa* procédait du Double Mandat, et notre thème principal était le contact culturel. Dans les années 1930, les collaborateurs d'*Africa* se préoccupaient beaucoup plus des problèmes pratiques posés par le changement social (ou plutôt culturel, surtout tel qu'il était perçu par les administrateurs 'progressistes' et les missionnaires qui se consacraient à l'enseignement) qu'ils ne devaient s'en soucier par la suite. Même les collaborateurs missionnaires—notre premier rédacteur en chef, le linguiste Diedrich Westermann, était missionnaire de formation—se détournèrent bientôt des mystères de la *Hochgottidee* pour discuter des langues africaines, des littératures vernaculaires et des manuels qu'il convenait d'utiliser sur place et, d'une façon générale, de tous les problèmes d'enseignement. Les contributions africaines, en dépit des écrits de De Graft Johnson sur les compagnies Asafu et de C. M. Doke sur les langues européennes et bantous en Afrique Australe, constituaient moins des analyses de la culture traditionnelle africaine que des essais sur ce que l'on pourrait appeler la culture néo-africaine. Citons, par exemple, la série intitulée 'Voix de l'Afrique' qui était composée de poèmes en langues africaines, et qui fut sporadiquement poursuivie jusqu'en 1948. L'importance accordée à l'enseignement inspira un grand nombre de travaux sur un sujet aujourd'hui quelque peu négligé : l'enfance et l'adolescence. Ceci coïncidait avec les préoccupations morales et pastorales sous-entendues dans les nombreux articles sur le mariage en Afrique et, plus particulièrement, le mariage chrétien. Des indications sur ce qu'il était possible de réaliser dans des domaines aussi divers que la coopération agricole, la commercialisation des produits et l'artisanat

occupaient une place tout aussi importante que l'analyse de ce qui était en train de se faire.

Dans tout cela, la position de l'anthropologie sociale, la discipline scientifique la plus étroitement liée aux préoccupations d'*Africa*, hier comme aujourd'hui, était excessivement ambivalente. Il est évident que l'anthropologie avait suscité grandes espérances chez les missionnaires comme chez les administrateurs; et Malinowski, sans être africaniste, ne voulait pas sembler les décevoir, lui qui cherchait toujours à attirer l'attention sur sa discipline, si démunie de ressources, et à livrer combat pour elle. C'est dans *Africa* qu'un grand nombre de ses meilleurs élèves publièrent leurs premiers travaux dont certains, qui abordaient des sujets tels que le régime foncier ou la chefferie, étaient sans doute conformes à ce que Lugard, le président de l'Institut, désirait voir publier; et, vers 1935, le thème du contact culturel faisait l'objet de nombreuses discussions dans *Africa*, sous la plume de certains disciples de Malinowski. Mais le point culminant de la collaboration entre les universitaires anthropologues et les hommes confrontés aux problèmes pratiques fut atteint lorsque parut une remarquable série d'articles sur la sorcellerie; après quoi les anthropologues suivirent leur propre chemin. Ces dernières années, on a souvent cru que l'anthropologie était une rationalisation du colonialisme ou la servante de l'Indirect Rule. Pourtant, elle ne parvint à une place prépondérante dans *Africa* qu'au moment où l'Indirect Rule était pratiquement lettre morte, et où on voyait poindre la fin du colonialisme. Ce sont les années comprises entre 1945 et 1950, au début de la longue et remarquable direction de Daryll Forde, qui marquent une véritable césure dans l'évolution d'*Africa*. En 1947, la fameuse polémique opposant Max Gluckman à Malinowski et à son projet d'analyse du changement social ensevelit sans cérémonie la thèse d'une époque. Alors que les Africains, au sein des mouvements nationalistes, commençaient à définir leur priorités propres, l'ancienne source de préoccupation tarissait, perdait sa plausibilité morale. Mais ce qui fut perdu dans le domaine de l'actualité politique et sociale fut largement rattrapé dans celui de la connaissance scientifique. Une chouette de Minerve coloniale . . . ?

En dépit de l'importance de l'oeuvre publié par des chercheurs francophones comme Balandier, Dieterlen, Zahan, Maquet, Griaule et d'autres, *Africa* attira de plus en plus d'auteurs anglophones dont les rangs se trouvèrent renforcés par l'intérêt grandissant des américains, qui s'était manifesté pour la première fois en 1945. Ce furent les beaux jours de 'l'anthropologie sociale britannique', et presque tous les anthropologues renommés qui travaillaient en Afrique publièrent dans la revue. On peut vraiment dire qu'à cette époque *Africa* était parvenue, avec le *Journal of the Royal Anthropological Institute* et l'*American Anthropologist*, au rang des premiers organes de cette discipline.

Une affinité élective apparente aussi manifeste entre une époque et une discipline ne pouvait durer toujours. Si l'on cherche une date qui marque le début d'une nouvelle orientation, on peut vraiment retenir celle de 1960, l'*annus mirabilis* des indépendances africaines; en effet, du changement de situation en Afrique même surgirent les raisons complexes qui amenèrent l'anthropologie et *Africa* à une nouvelle mise au point.

En premier lieu, l'anthropologie était entachée de colonialisme aux yeux d'un grand nombre de chercheurs africains qui commençaient à se distinguer dans les universités africaines.

Deuxièmement, sans doute en raison du poids politique de plus en plus important de l'Afrique dans le monde, les années 1960 virent l'éclosion de très nombreuses études africaines internationales, ainsi que la parution de plusieurs revues, le *Journal of African History* (1960), les *Cahiers d'Etudes Africaines* (1960), le *Journal of Modern African Studies* (1963) et le *Canadian Journal of African Studies* (1967), sont peut-être les plus remarquables. De plus, une grande variété de revues spécialisées commencèrent à paraître dans différents pays africains. Quelle place *Africa* devait-elle tenir dans ce concert élargi?

Troisièmement, un sentiment de crise allait s'amplifiant au sein même de l'anthropologie, et surtout de l'anthropologie britannique, qui n'était pas étranger au fait que cette discipline s'appuyait largement sur l'ethnographie africaine. Pour la plupart des collaborateurs d'*Africa*, l'unité d'étude de base, quel que fut l'intérêt spécifique—sorcellerie, formes linguistiques, chefferie ou autres—était une société ou une culture africaine particulière; et il en était souvent ainsi, que l'étude se trouvât inscrite dans un présent ethnographique ou qu'elle eût pour objet les changements opérés dans cette société ou cette culture par son expérience coloniale. Curieusement, les attaques critiques de Gluckman, en 1947, sur certains des postulats de ce modèle d'étude, ne débouchèrent sur aucune définition positive d'une nouvelle unité de base, tout au moins dans *Africa*. Aujourd'hui, cependant, les choses ont avancé dans deux directions, et en grande partie hors du domaine de l'anthropologie tel qu'il est généralement admis. D'une part, les limites du passé de l'Afrique ont été reculées, d'où d'innombrables conséquences sur la façon dont nous établissons la base de toute étude du changement social. Il est à remarquer que la nouvelle recherche scientifique africaine fit sa première percée en historiographie avant toute autre discipline culturelle—et il est triste de rapporter qu'à l'exception de l'article de S. O. Biobaku de 1954 sur le gouvernement Egba d'autrefois, peu de ces travaux ont été publiés dans *Africa*. D'autre part, les frontières de l'unité d'étude ont été ouvertes de force. Ceci fut théoriquement effectué de manières diverses et opposées—la science politique américaine mit l'accent sur la "construction nationale" ou sur une mise à jour de la notion marxiste de "sous-développement". Cette tendance fit craindre que l'anthropologie (discipline dont le pouvoir théorique reposait sur l'analyse des systèmes sociaux dans leur ensemble) occupât dans les études africaines une position plus marginale qu'auparavant. Car, bien qu'une 'anthropologie de l'état-nation', selon la formule de Fallers, put être imaginée, le poids des habitudes anthropologiques conduisait de plus en plus à des analyses de fragments de sociétés, à des études localisées ou à des études d'institutions particulières. Ainsi, dans le Taleland rural des années 1930, la parenté était bien plus à même de vous livrer la clef décisive de la constitution de l'ensemble social qu'elle ne pourrait le faire dans l'agglomération d'Accra, vers les années 1970. L'étude des nouveaux niveaux auxquels s'élevaient les sociétés africaines, et auxquels les intellectuels africains eux-mêmes s'intéressaient vivement, semblait appartenir à d'autres disciplines et, dans une large mesure, à d'autres revues qu'*Africa*.

Tout en définissant la manière dont *Africa* devrait réagir à ce qui est à la fois un autre sujet d'étude et un autre contexte d'opération, nous ne devons pas oublier que la tradition scientifique la plus caractéristique de cette revue comprend certains points fort bien définis. Un des plus importants est une solide ethnographie fondée sur l'analyse ou sur l'information théorique, car l'ethnographie doit demeurer la condition

préalable à toute réalisation dans le domaine des études africaines. Ceci doit être pris dans un autre sens, à la fois plus étroit et plus large. En ce qui concerne le plus étroit, l'étude d'un grand nombre de populations africaines ou d'aires sociales ne s'appuie pas en effet sur une documentation soigneusement recueillie sur le terrain, ou alors ces populations sont habituellement dépeintes par des stéréotypes anachroniques ou fallacieux. Les étiquettes ethniques (qu'en certains cas l'anthropologie a contribué à créer et qui, dans d'autres, sont liées à des intérêts politiques de longue date) ont besoin d'être constamment réexaminées afin de pouvoir apprécier la diversité qui les caractérise ou les liens qui les unissent. L'implication la plus mauvaise contenue dans la notion d'"ethnographie au présent" était l'illusion que la culture d'un peuple pouvait être décrite une fois pour toutes. Or, l'application d'une ethnographie de ce type exige un recours beaucoup plus fréquent aux comparaisons contrôlées et à une documentation historique; elle exige également une conscience claire des changements dans les relations existant entre les unités d'étude ethnographique et leur contexte élargi au niveau régional ou national. Mais il est également nécessaire que les qualités essentielles de l'ethnographie soient déployées davantage, vers des domaines plus larges que ne le sont les communautés ou les aires culturelles généralement étudiées : les contextes urbains, par exemple, ou bien d'autres situations où la vie est plus directement affectée par les forces que représentent l'économie mondiale ou les états modernes. On peut résumer ces qualités en disant qu'elles consistent à appréhender les sociétés "au ras du sol" par le biais des relations sociales concrètes et grâce à l'attention prêtée aux formes culturelles ainsi qu'à la manière dont celles-ci sont perçues *in situ* par les intéressés. Telles sont, en effet, les traits caractéristiques de l'anthropologie dans le meilleur sens du terme, et ceux-ci peuvent être particulièrement précieux pour sensibiliser les études africaines—au fur et à mesure qu'elles s'occupent des structures sociales à un niveau national et inter-régional—à la situation véritable de ces africains ordinaires qui évoluent dans un contexte spécifique et local, et qui doivent servir de référence aux politiques 'd'intégration . . . sociale', de 'développement' et de 'renouveau culturel' qui, sinon, restent des abstractions.

Dans cette optique, nous désirons publier dans *Africa* un plus grand nombre d'articles consacrés au développement. Ceci nous fera, en quelque sorte, mettre à nouveau l'accent sur les préoccupations pratiques de nos vingt premières années qui ont repris une place importante au sein des travaux que mène l'Institut dans d'autres directions dont, plus particulièrement, la Section d'Etude du Milieu et la Section des Langues et de l'Enseignement. Le développement est un sujet qui, par essence, exige l'établissement de liens entre différentes disciplines scientifiques, ainsi que l'étude des rapports entre les niveaux sociaux. Il semble particulièrement utile, dans cette perspective, de poursuivre deux sortes d'études : la première dans la zone où les sciences sociales, les sciences naturelles et celles de l'environnement se chevauchent—études de sociologie médicale ou d'écologie culturelle sur le terrain, par exemple, pour lesquelles on effectue actuellement un travail important qui a un impact considérable sur les décisions affectant le développement agricole ou les services de santé ruraux. La deuxième sorte d'études appartient, dans une moindre mesure, au domaine de la recherche potentiellement "appliquée"; elle est cependant indispensable pour comprendre le contexte dans lequel la recherche est menée et appliquée; elle nous conduit également au coeur du délicat problème de la nature des sociétés nationales en voie de formation. Car, étant avant tout un ensemble de modifications apportées par

les gouvernements pour tenter de diriger les activités de production —ou autres—de leurs sujets dans le sens qu'ils désirent, le développement fait naître des questions fondamentales sur le caractère des relations entre centres politiques et régions périphériques d'une part, entre gouvernements ou classes politiques et individus d'autre part, ainsi que sur la structure des classes dont il est à la fois le produit et la source. Nous considérons que l'analyse de ces questions est un complément essentiel aux informations que nous pouvons apporter pour éclairer les choix de politiques de développement.

Les perspectives historiques sont virtuellement contenues dans l'étude du développement, bien qu'elles aillent évidemment très au-delà. Nous avons déjà indiqué (non sans regret) qu'au cours de ces dernières décennies, *Africa* était restée pratiquement en marge de l'essor de l'historiographie africaine; or, de nos jours, *Africa* n'est pas non plus une revue essentiellement historique. Mais nous espérons attirer davantage d'auteurs intéressés par le contenu des études historiques ou désireux d'y contribuer. C'est, du reste, ce qui se produit depuis les années 1970, et cela correspond à la situation actuelle de l'histoire africaine. Sa vigueur est maintenant fermement attestée, et le champ de ses principales interrogations est assez bien défini. A l'une des principales frontières de l'histoire africaine, celle où l'historien doit aller au-delà de la documentation écrite orthodoxe, nous commençons à nous dégager de la notion que la tradition orale telle que la reçoivent les anthropologues doit être, eu égard à son utilité pour la reconstruction historique, considérée avec un scepticisme glacial. Si la victoire est acquise sur le principe, il reste beaucoup à faire pour en recueillir les bénéfices dans certaines régions. Il est évident que la tradition ethnographique d'*Africa* est tout à fait pertinente car la technique historique doit être alliée à une profonde connaissance de la culture et des institutions des régions étudiées. Ceci est surtout vrai pour la période pré-coloniale, mais nous aimerions qu'*Africa* apporte une contribution importante aux études historiques dans un autre domaine, celui de l'histoire économique et sociale, surtout au niveau le plus quotidien, à partir du début de l'ère coloniale. Il s'agit là, en effet, d'une époque où la tradition orale d'une nature un peu différente—car elle émane des participants—peut offrir des informations qui se perdent irrévocablement au fur et à mesure que disparaissent les vieillards, hommes ou femmes. Quel chercheur, enquêtant dans ce sens sur le terrain, n'a-t-il pas amèrement regretté de n'avoir pas posé une certaine question au chef X avant que celui-ci ne meure à l'âge de 84 ans? C'est précisément parce que les documents de l'époque coloniale sont parfois tellement plus abondants que ceux des périodes précédentes que nous avons tendance à négliger la valeur unique du témoignage oral recueilli pendant cette époque; celui-ci est pourtant crucial dans des domaines en expansion aussi rapide que l'histoire sociale urbaine, l'étude des changements religieux et culturels, l'histoire du travail et de l'agriculture qui sont, de toutes façons, des questions proches de celles auxquelles s'intéresse *Africa*.

Il nous reste un sujet à aborder, bien que cela puisse paraître superflu tant il est déjà associé à *Africa*, plus encore peut-être qu'à toute autre revue africaniste : la culture. Par 'culture', je ne veux pas dire 'société' ni, selon l'usage académique fréquent en Amérique, champ d'étude propre à l'anthropologie; et j'entends bien autre chose que les festivals traditionnels, les formes musicales ou littéraires, l'art et la langue (bien que tout ceci en fasse partie); il s'agit des formes symboliques et expressives, des systèmes de croyances et des critères de jugement, du langage et du style en général. Nous

pensons que tous ces facteurs sont importants, non parce que la culture, ainsi définie, fait universellement partie des préoccupations humaines, ni parce qu'elle est une force dans la constitution des rapports sociaux, mais parce qu'ils sont, en un certain sens, particulièrement d'actualité dans l'Afrique d'aujourd'hui. En effet, le fait que les questions culturelles sont plus souvent débattues publiquement dans les pays africains que dans les autres pays en voie de développement est certainement significatif; significatif également que le 'renouveau culturel' (quel qu'en soit le sujet—des festivals d'art aux programmes de développement des langues autochtones comme moyen d'enseignement) est si souvent inscrit à l'ordre du jour des nations africaines, que les instituts d'études africaines ont une telle importance au sein des universités africaines, et même que, depuis quelques années, les collaborateurs africains d'*Africa* semblent bien davantage attirés par les sujets culturels que ne le sont les européens ou les américains. En ce sens, la prépondérance accordée par la politique rédactionnelle d'*Africa* à la culture au cours des dix premières années environ semble réellement prémonitoire. L'importance de la culture est implicite chaque fois que l'on insiste sur la pertinence de l'histoire, car ce que nous appelons la culture d'une population est le 'précipité' de son histoire—connue ou non—ainsi que la forme sous laquelle l'histoire devient partie constitutive de la réalité contemporaine; en outre, la culture est la base d'où toutes les politiques de développement doivent procéder. Nous avons acquis, ces dernières années, une perception nouvelle beaucoup plus aigüe des réalités africaines en tenant compte de la façon dont celles-ci ont été déterminées par le rôle que l'Afrique joue, à présent, par sa pénétration dans l'économie capitaliste mondiale, dans la division internationale du travail. Mais si cette analyse est poussée jusqu'à son extrémité logique, elle ne peut représenter l'Afrique que comme un résidu, une chose qui n'existe que pour être érodée par des forces extérieures; et les différences si importantes entre les régions ou les sociétés d'Afrique ne concernent que l'étendue et le degré de leur subordination à ces forces. Le fatalisme qui s'ensuit et qui fait douter de la capacité de l'Afrique à créer son propre avenir ne peut guère tenter les Africains eux-mêmes et il semble, de toutes façons, trop facilement adopté. L'histoire africaine et la culture africaine qui en découle doivent être considérées comme une ressource et non comme un résidu, et la connaissance que nous pouvons en avoir, comme le moyen de garder à l'avenir toutes ses possibilités.

Bien que ces terrains d'étude nous semblent particulièrement riches de promesses, la rédaction d'*Africa* aura pour politique de garder l'esprit ouvert à de nouvelles directions de recherche, et d'établir des contacts toujours plus nombreux avec les chercheurs. Dans cette perspective, nous sommes en train de constituer, pour la première fois, une équipe de rédacteurs consultatifs tant africains qu'américains du Nord ou européens. Par cette initiative, nous espérons attirer des contributions d'horizons plus variés que par le passé, surtout en ce qui concerne l'Afrique et le monde francophone. Nous désirons également qu'un plus grand nombre de numéros d'*Africa* soient consacrés, en totalité ou en partie, à des thèmes particuliers, comme le fut récemment un numéro sur 'les petites villes dans le développement africain'; là aussi nous pensons que les conseils des rédacteurs consultatifs pourraient aider à choisir les sujets et les collaborateurs. Nous espérons ainsi qu'*Africa* saura à la fois maintenir la valeur et l'originalité de sa contribution aux études africaines et s'adapter à l'évolution des besoins et des centres d'intérêt de notre champ d'activité.

J. D. Y. PEEL